

Artistes, indignez-vous !

Par Pierre Souchaud



Pour fêter ses soixante ans d'âge, la Maison des Artistes - plus grande association d'artistes des arts visuels en France - organise une grande consultation de ses 17000 adhérents en vue de la rédaction d'un Manifeste des arts visuels.

Une véritable Déclaration des droits des artistes, portée auprès des pouvoirs publics et des candidats à l'élection présidentielle de 2012.

Entretien avec Rémy Aron, Président de La Maison des Artistes.

Il s'agit de rendre la parole aux artistes, de les écouter, de recueillir leurs idées et suggestions quant aux modifications structurelles nécessaires pour mieux les défendre, améliorer leur statut, leur insertion sociale, leur condition de vie et de création et faire que les politiques culturelles les réhabilitent comme véritables acteurs économiques, sociaux et culturels de notre société.

Rémy Aron nous en dit plus ici, sur le contexte de cette consultation

Artension : Pensez-vous que les artistes seront nombreux à répondre à cette proposition de prise de parole, et que les candidats et les politiques s'intéresseront aux idées et propositions que vous leur fournirez ?

Rémy Aron : Nous n'en savons rien et ne nous faisons aucune illusion quant au résultat, aussi cette consultation peut-elle être considérée à la fois comme test de la « vitalité » des artistes, et comme mesure de l'intérêt réel des politiques pour l'art et la culture au-delà de leurs beaux discours de principe et de pure langue de bois, auxquels nous sommes habitués.

Ar : Il y a en ce moment des manifestations - prises de parole d' « indignés » , à Wall Street et devant des établissements bancaires de nombreux pays - pour protester contre la folie incontrôlable de la finance planétaire et contre les ravages de tous ordres qu'elle commet y compris dans le marché de l'art. Mais on constate qu'il y a peu d'expressions d' « indignés » en France et encore moins parmi les artistes de notre pays.

Et pourtant, s'il y a un pays où les « indignés » devraient être les plus nombreux et déterminés, n'est-ce pas au pays de l'art français ? Comment expliquez-vous cette passivité générale des artistes, alors qu'ils sont les premières victimes des extravagances actuelles de la finance mondiale dans la mesure où ce sont elles qui génèrent celles du marché international de l'art ?

R.A. : Je pense que c'est justement cette accumulation inouïe, et qui n'existe à ce point dans aucune autre profession, des raisons de protester, qui les empêchent de protester, qui les met KO, abasourdis, hébétés, aphones, qui génère chez eux cet abandon de la cause collective, de la solidarité, et développe un « chacun pour soi » désespéré, jamais vu et désastreux pour la création même.

En effet, il y a aujourd'hui dans la profession, une flambée de la paupérisation des artistes, parallèle d'ailleurs à la flambée de l'enrichissement des Koons, Murakami et des galeries afférentes ; une augmentation considérable du nombre des RSAistes et des demandes d'aides sociales auprès de la MDA.

Il faut savoir aussi que c'est la seule profession qui n'est pas consultée par les pouvoirs publics pour ce qui la concerne, la seule profession qu'on a plus ou moins empêchée de se doter d'instances représentatives. Une profession pour laquelle une organisation comme la MDA groupant 17000 adhérents, n'est pas agréée comme représentative par les pouvoirs publics, ne reçoit aucune subvention publique et est plutôt considérée par les gens du Ministère et de l'institution comme une empêcheuse de tourner rond, comme un rassemblement de gueux, comme un repère de ringards réactionnaires, comme une « poubelle », vient de me dire, il n'y a pas longtemps, un critique d'art connu et influent dans les réseaux dominants.

Ar. : Autant de raisons donc, pour que, logiquement, ils soient furieux et répondent en masse à cette consultation, mais aussi qu'ils fassent un énorme sitting devant le ministère de la Culture ou bien - comme José Bové et son Mac Do - qu'ils occupent par exemple la financial art gallery Perrotin et scotchent le galeriste sur son mur...Non ?

R.A. : Oui, certes, mais scotcher Perrotin sur son mur, c'est déjà fait, et vous savez par qui ? Par Maurizio Cattelan qui est l'un des artistes de cette galerie et l'un des plus éminents produits du business art aux prix pharamineux...Vous voyez donc à quel point tout est piégé, récupéré, retourné, et pourquoi les artistes restent bouche bée, désemparés, déstabilisés, terrorisés, devant un discours et des postures artistiques qui n'ont jamais atteint un tel degré de cynisme, d'arrogance et de perversité intellectuelle.

Ar. : Il doit bien y avoir un certain nombre d'institutionnels et de politiques qui se rendent compte de tout ça, non ?

R.A. : Je ne le crois pas en voyant ce qui se passe avec notamment l'éviction d'Olivier Kaepelin du palais de Tokyo (voir Artension n° 109), et aujourd'hui, avec la nomination de Nicolas Bourriaud, ce parfait représentant de la pensée artistique internationaliste, comme directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris . Cette éviction et cette nomination sont bel et bien des actes politiques.

En outre, on assiste parallèlement au gel ou à la diminution des subventions aux grands salons historiques qui restent pourtant des vitrines de la diversité créatrice de ce pays et concernent la reconnaissance de dizaine de milliers d'artistes.

La subvention allouée à ces salons leur paie à peine la location du Grand Palais et ce sont les artistes qui paient leur frais d'accrochage et de catalogue. Ce qui permet simultanément à l'Etat d'engloutir des sommes colossales d'argent public dans des opérations spectaculaires de rayonnement international telles que La Force de l'Art, Monumenta, l'achat à la FIAC, etc. à la gloire du Financial art.

Tout ça prouve bien que le Ministère n'a strictement rien à faire des 50 ou 60000 artistes français déclarés ; qu'il ne s'intéresse qu'à ses grotesques opérations de *com'* aussi sonores que sans contenu et qu'il n'a d'égards qu'aux 5% d'artistes conformes à la « norme esthétique » internationale.

Ar. : Ainsi vous pensez, comme tout réactionnaire populiste qui se respecte, que l'institution, avec l'argent public, est le relais de l'esthétique - si on peut employer ici ce mot - des grands collectionneurs milliardaires ?

R.A. : L'institution n'est pas seulement le relais, elle est en collusion complète et elle court même après le marché spéculatif, sous prétexte de soutenir ce qu'elle croit être la modernité, l'avant-garde, le rayonnement culturel de la France, ou mieux encore la « contemporanéité », ce mot qu'elle a plein la bouche et qui ne recouvre que de l'affairisme culturel, du marketing , de la spéculation à court terme et de la stratégie de pouvoir et d'argent.

Je crois qu'en fait, les politiques qu'ils soient de droite ou de gauche, sont, pour le moment, aussi incapables de réguler ce qui se passe en art que ce qui se passe dans la finance mondiale puisque les deux sont organiquement liés.

Et ça, j'ai eu l'occasion de le dire au ministre : il faudrait qu'un jour l'Etat cesse de répondre aux directives du grand marché de l'art business, des Pinault, Arnaud et Aillagon, et joue à nouveau son rôle de régulateur et d'harmonisateur de l'ensemble des forces en jeu : celles du marché dans tous ses aspects, celles de l'ensemble des artistes dans sa diversité.

Ar. : *Oui, mais cette soi-disant incapacité de réguler, n'est-elle pas pour l'Etat une bonne excuse pour ne rien faire ?*

R.A. : Certainement, car il y a plein de choses qui pourraient être faites immédiatement pour remettre du contenu, pour relocaliser, pour ré-ancrer socialement l'art, qui ne coûteraient pas cher et seraient une réponse à la crise des valeurs tant morales, qu'artistiques ou financières.

Par exemple cette idée que la MDA propose depuis longtemps : une possibilité de défiscalisation des achats d'œuvres d'artistes vivants par les particuliers, qui boosterait le marché à visage humain et dont il est démontré qu'elle ne coûterait rien à l'Etat. Et puis il y a tant d'autres possibilités de réinjecter du sens, de la fraternité, de la justice et de la démocratie dans le milieu de l'art...

Ar. : *Alors, que faire pour convaincre le politique d'agir, puisque cela ne peut être que par lui que les modifications structurelles arriveront ?*

R.A. : Il faut tout simplement que les artistes signalent leur existence, se mobilisent un peu plus, sortent de leur ego, jouent plus collectif et solidaire, cessent de s'indigner peut-être pour agir et proposer vraiment ; et qu'ils se rappellent qu'en 1975, la sécu pour les artistes a été obtenue de haute lutte par des manifs collectives et par l'occupation de la rue Berryer. C'est pourquoi je souhaite que cette consultation soit l'occasion pour eux de sortir de leur enfermement individuel pour montrer qu'ils peuvent faire des propositions, pour nous aider à aider les politiques, car ces derniers sont, autant que je sache, les représentants du peuple et, *a fortiori*, des artistes !

Il s'agit de faire prendre connaissance à ces politiques qu'en ces temps de crise des valeurs, on a bien besoin du regard prospectif des artistes, et de tous les artistes dans leurs différences et leur diversité, et qu'il n'est pas concevable d'en sacrifier 95% sur l'autel de la vaine illusoire performativité *culturo* financière.

Infos

Consulter les contributions et l'actualité du Manifeste des Arts Visuels : www.lamaisondesartistes.fr/site

Envoyer vos commentaires et/ou propositions, autour des trois thèmes - la diffusion, la création, la formation : nathalie.meindre@lamaisondesartistes.fr.

La maison des artistes - 11 rue Berryer - 75008 Paris - contacts@lamaisondesartistes.fr
Standard : 01 42 25 06 53

Contacts presse :

Rémy Aron : 06 99 40 06 53 ou Nathalie Meindre : 01 42 25 68 26